



## Elections du CNOUS :

### Les étudiant·e·s se sont exprimé·e·s, au Gouvernement de les entendre !

Alors que le dépouillement des élections des représentant·e·s étudiant·e·s au Conseil d'Administration du CNOUS (Centre National des Œuvres Universitaires et Scolaires) s'est déroulé ce jeudi 31 Janvier 2019, ce sont plus de 182 étudiant·e·s (grand.e.s électeur·rice·s) qui étaient amené·e·s à s'exprimer lors de ce scrutin. L'UNEF reste incontournable et conserve une place majeure au sein du réseau des œuvres, en conservant ses 3 élu·e·s sur 8 et en réunissant un tiers des voix.

#### Une participation électorale en baisse traduisant une défiance de plus en plus importante vis-à-vis de l'outil du vote

La participation des étudiant·e·s au scrutin des CROUS est passée de 7,46% en 2016 à 6,24% en 2018. Cette participation historiquement basse est symptomatique d'une défiance forte des jeunes vis-à-vis de l'outil du vote : beaucoup d'étudiant·e·s ne sont pas convaincu·e·s que voter peut influencer leur quotidien. Cette défiance est le résultat d'un écart de plus en plus profond entre les aspirations des jeunes et les politiques menées en leur nom. Face à la désillusion, il semble urgent de mettre en place des cadres démocratiques mais également d'écouter les revendications portées par les étudiant.e.s .

Améliorer la participation étudiante passe également par un travail de l'ensemble des acteurs du monde universitaire, en allant du Réseau des Œuvres aux établissements d'Enseignement supérieur, afin de réunir les conditions de l'expression des jeunes lors des élections étudiantes.

#### Des mesures pour répondre à l'urgence de la précarité étudiante.

Nous voyons la précarité étudiante progresser continuellement, nous arrivons aujourd'hui à un point de rupture. Face à cela, et alors que le Gouvernement a annoncé une réforme des bourses, il est nécessaire de changer en profondeur notre système d'aides sociales. Nous revendiquons ainsi à long terme la mise en place d'une allocation d'autonomie permettant à chacun·e d'étudier dans de bonnes conditions. Dans l'immédiat, le Gouvernement doit répondre à l'urgence de la précarité étudiante et prendre des mesures pour agir sur un système de bourse injuste (il ne couvre que **27%** des étudiant·e·s et exclu·e·s les étranger·e·s), insuffisant (l'échelon maximum de bourse est largement en dessous du seuil de pauvreté) et infantilisant (tout est calculé selon les revenus de nos parents). Ainsi les élu·e·s de l'UNEF se battent pour :

- Une revalorisation des bourses sur critères sociaux de **200 euros** par mois et par échelon
- Un accès aux bourses sur critères sociaux pour **100 000** étudiant·e·s supplémentaires
- L'ouverture des aides sociales du CROUS aux étudiant·e·s étranger·e·s
- Une annualisation des bourses sur critères sociaux

**Contact :**

**Elisabeth ABANDA AYISSI**

***Attachée de presse de l'UNEF***

**06.03.55.45.28**

**[presse@unef.fr](mailto:presse@unef.fr) / [eabanda@unef.fr](mailto:eabanda@unef.fr)**